



# **Réflexions sur les perspectives mondiales à long terme (2020 – 2050)**

**Michel Camdessus**

Gouverneur honoraire de la Banque de France

Ancien Directeur général du Fonds monétaire international



2018-081.dernière version au 17/10/2018

Le monde change à une vitesse qui remet en cause nos certitudes les mieux établies. Jamais la prévision de ce que l'avenir nous réserve n'a été aussi incertaine. Elle est, pourtant, indispensable pour que puissent être prises à temps, par les gouvernements et les entreprises, les dispositions nécessaires pour contenir les risques et saisir les chances qui s'annoncent déjà. La présente note tente de contribuer aux réflexions en s'appuyant sur un travail sur le monde de 2050 conduit au cours des années récentes par un groupe de chercheurs issus des cinq continents sous la responsabilité de l'Emerging Markets Forum (EMF)<sup>1</sup> à Washington. Sans se risquer à un travail hasardeux de futurologie, ce groupe s'est attaché à mettre en relief les tendances lourdes repérables dans l'économie mondiale dès aujourd'hui et dont la convergence ou les conflits contribueront à modeler le monde de demain.

Ces « hypertendances » sont rappelées ci-dessous. Leur tableau appelle des choix radicaux dépassant largement la sphère économique. Il nous faudra donc tenter d'identifier ceux qui, en dépit des tendances régressives qui se manifestent dans la communauté internationale, pourraient conduire le monde vers un avenir digne de l'homme.

\*

\* \*

## I. Hypertendances

1. En premier lieu et c'est le point qui domine tous les autres : **une progression démographique mondiale** qui confrontera le continent de la jeunesse, l'Afrique, au reste d'un monde en vieillissement. La population africaine doublera en 35 ans pour atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050. Elle quadruplera d'ici 2100, alors que l'Europe aura vu, entre temps, sa population diminuer et ne comptera plus que 653 millions d'habitants.

Ailleurs, la population stagnera et régressera presque partout. Le cœur des problèmes de demain réside donc dans cette confrontation entre l'Afrique et le monde, et plus particulièrement dans la manière dont l'Europe fera face, désormais et sans attendre, à ce défi.

2. **Une croissance continue de l'économie mondiale** à un rythme de l'ordre de 3,5 % par an<sup>2</sup> (nous sommes pour 2018 et 2019, selon les dernières évaluations du FMI, à 3,7 %). De fortes menaces pèsent cependant sur ces données rassurantes : la conflictualité, l'instabilité financière et le creusement continu des inégalités. Celle-ci, en particulier, fait peser une lourde menace non seulement sur la cohésion sociale et politique des pays, mais aussi sur leur croissance elle-même et les chances d'un développement véritablement humain.

---

<sup>1</sup> L'EMF est un *think tank* créé à Washington par un groupe d'anciens hauts dirigeants des institutions financières internationales, avec pour ambition de mettre à la disposition des pays émergents des analyses de leurs perspectives d'avenir et faciliter ainsi la préparation de leurs politiques économiques et sociales à long terme.

<sup>2</sup> Dont 2 % en Europe, 4 % dans les pays émergents, peut-être 4,5 à 5 % en Afrique si de puissants efforts de soutien extérieur appuient ses propres mesures.



2018-081.dernière version au 17/10/2018

**3. Un commerce international en progrès** malgré la stratégie protectionniste actuelle des États-Unis et l'accroissement des tensions auxquelles elle contribue aujourd'hui.

**4. Des finances globales intégrées, mais dangereusement instables**, car toutes les leçons de la crise de 2008 et des années suivantes n'ont pas été tirées où ont été oubliées. Le monde reste ainsi exposé à un risque permanent de crise financière. La capacité des gouvernements, obérés par un endettement irresponsable, est aujourd'hui pour le moins incertaine.

**5. Une formidable percée des économies émergentes** : c'est un glissement tectonique de la puissance économique de l'Ouest, où elle s'était établie au cours des derniers siècles, vers l'Est. Nous assistons à une extraordinaire inversion des rapports de puissance. Alors que le monde est de fait conduit vaille que vaille par ceux qui détiennent la puissance économique. Le G7, qui regroupait jusqu'ici les pays les plus avancés, n'est plus légitime à prétendre conduire le monde. Il ne représentera, en 2050, que 20 % du PIB mondial<sup>3</sup>. Ce glissement affecte particulièrement l'Europe ; ses principaux pays risquent, à moins de s'unir, d'être délogés de structures de gouvernance du monde. En 2050, d'autres grandes puissances domineront le monde : sur 9,8 milliards d'humains, on comptera 2,5 milliards d'Africains, 1,7 milliard d'Indiens, 1,4 milliard de Chinois, 716 millions d'Européens et 435 millions d'Américains du Nord.

Dans ce nouvel univers, les plus grands pays européens (France ou Allemagne) n'auront plus la « taille critique ». La France, avec 70 millions d'habitants, sera probablement la quatorzième ou quinzième puissance mondiale. C'est le rang aujourd'hui de la Thaïlande – mais qui se soucie aujourd'hui du point de vue de la Thaïlande sur les grands problèmes systémiques du monde ? Ainsi l'Europe, qui, unie, aurait encore, dans un monde fragmenté, un rôle majeur à jouer, devra choisir entre l'union ou la perspective de l'insignifiance ou de la vassalité.

**6. Une urbanisation galopante** : 65 % des humains seront des urbains dont 800 millions supplémentaires en Afrique. Cela nécessitera des investissements massifs, notamment pour que 20 % de la population mondiale ne vive plus dans des bidonvilles comme près d'un milliard de personnes aujourd'hui.

<sup>3</sup>

**Poids respectifs en termes de PIB mondial entre les pays émergents et le G7**

| Année | Pays émergents | G7 | Reste du monde | Taille totale |
|-------|----------------|----|----------------|---------------|
| 1980  | 34             | 51 | 15             | 31 T          |
| 2015  | 55             | 32 | 53             | 110 T         |
| 2050  | 71             | 20 | 9              | 345 T         |



2018-081.dernière version au 17/10/2018

**7. L'explosion des classes moyennes** dans les économies en développement : 4 milliards de personnes de plus viendront grossir les rangs des classes moyennes telles qu'elles sont définies par les Nations Unies. 84 % de la population mondiale appartiendra donc désormais aux classes moyennes et supérieures ; ce phénomène heureux coïncidera, dans une confrontation dont il est impossible aujourd'hui de prévoir le dénouement, avec une autre hypertendance : la finitude des ressources naturelles.

**8. La finitude des ressources naturelles** : eau, énergie, minéraux, terres cultivables, etc. s'épuisent aujourd'hui à vue d'œil. Elles appellent un changement radical de nos habitudes de consommation, alors même que 4 milliards de personnes pourront vouloir accéder aux avantages de ces modèles devenus insoutenables. Entre 2 et 3 planètes supplémentaires seraient déjà nécessaires pour nourrir dans l'équilibre le monde actuel. Que deviendra-t-il si ces nouvelles classes moyennes émergentes adoptent le mode de vie occidental ? Une réflexion s'impose d'urgence sur les changements de toutes sortes qui devront être encouragés partout.

**9. Le changement climatique** aggravera dramatiquement ce problème particulièrement dans les pays actuellement défavorisés. Le rapport 2018 publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est à cet égard alarmant. Nous ne sommes pas sur une tendance d'augmentation de + 2° jugée encore acceptable par la COP21, mais de + 3,5° et probablement davantage. Cette constatation est d'autant plus préoccupante que le *Résumé à l'intention des décideurs* de ce rapport montre que passer de 1,5 % degrés à 2 % comporterait déjà un accroissement très lourd des conséquences négatives du réchauffement.

**10. Un progrès technologique fulgurant**, qu'il s'agisse du numérique, de l'interconnexion et de l'accès à l'information de tous, de la robotisation, de l'intelligence artificielle, des progrès de la médecine qui ouvrent des perspectives fascinantes. Face à ces avancées, trois incontournables défis surgissent :

a) Une formidable obligation de formation continue : d'ici 2030, plusieurs centaines de millions de travailleurs seront obligés de changer d'activité.

b) Le danger des utilisations militaires et des délires du « transhumanisme ».

c) L'urgence d'une réflexion éthique pour que se généralise le plus possible « une éthique amie de la personne et de la Terre », selon les mots de Benoît XVI et du Pape François.

**11. De nouveaux visages de la violence** : terrorisme et guerres civiles dont nous sommes loin de venir à bout. Ils appellent une résistance mondiale coordonnée.

\*

\* \*



2018-081.dernière version au 17/10/2018

Bouleversements démographiques, instabilité financière, augmentation continue des inégalités, finitude des ressources planétaire aggravée par le changement climatique et par l'explosion des besoins, renversements des rapports de puissance, progrès technologiques mais risque de montée diffuse des violences... devant ce tableau, l'évidence s'impose : jamais l'humanité n'a connu en si peu de temps des changements d'une telle ampleur. Ils nous interrogent au plus profond. Comment l'homme et l'humanité peuvent-ils y faire face ?

## II. Que faire

Pour qui parcourt le monde, les commentaires recueillis sur ces perspectives apparaissent contrastées. Les réflexions dans les pays émergents sont plutôt sereines, sinon optimistes. À l'inverse, dans nos vieux pays considérés jusqu'ici comme avancés, et tout particulièrement en Europe, les regards se fixent sur les risques et les défis que ces hypertendances annoncent. Ils discernent mal les chances qui les accompagnent alors que – au prix certes d'efforts continuels de réforme – elles pourraient permettre d'avancer vers une amélioration de la condition humaine. Le pessimisme prévaut. Certes, des progrès pour l'homme par rapport à sa situation d'aujourd'hui semblent possibles, mais sa dégradation d'ensemble apparaît probable. Bon nombre de nos concitoyens en viennent ainsi à adopter, face à l'avenir, l'attitude de désenchantement actif de Camus recevant le prix Nobel de littérature en 1957 : « Chaque génération, disait-il, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse. » Ont-ils raison ? Peut-être devons-nous, avant de les rejoindre, nous arrêter sur certains traits de ce tableau qui autorisent des conclusions plus encourageantes. On peut, en effet, en retenir plusieurs.

- Tant d'avancées technologiques bienfaites pour l'homme ;
- Tant de progrès concernant sa santé et sa longévité ;
- L'obligation même dans laquelle le monde se trouve de substituer au modèle de surconsommation qui nous conduit à l'abîme un modèle « d'abondance plus frugale » tel que Jean-Baptiste de Foucauld le suggère ;
- Les apports culturels et économiques des migrants là où ils sont convenablement accueillis ;
- L'avancée vers la multipolarité dans une gouvernance du monde jusqu'ici unipolaire, sous la domination des États-Unis et du dollar ;
- La construction européenne, à condition de la reconnaître dans sa dynamique : celle d'un don que chacun de ses peuples fait aux autres pour construire ensemble un avenir commun partagé ;
- Et, enfin – pourquoi ne pas la mentionner ? – cette révolution de la fraternité que la société civile opère au ras du sol dans nos pays et surtout dans des pays en développement que l'on croirait dans des situations désespérées, qu'ils soient soumis à l'arbitraire despotique de dirigeants spoliateurs et mal élus ou en proie à des conflits.



2018-081.dernière version au 17/10/2018

Oui, silencieusement et souvent dans de cruelles tensions, un autre monde est en train de naître. Les germes d'un monde nouveau pointent déjà, sous la forme de l'accueil, du respect de l'autre et du partage. Alors que les pouvoirs publics tardent à agir, les initiatives se multiplient pour faire face modestement, petitement mais avec ténacité à toutes sortes de malheurs. Tous ces éléments positifs qu'un scepticisme facile refuse de prendre en compte font, eux aussi, partie de la radicale nouveauté du temps qui éclot. Ils l'ouvrent à l'espérance. Le monde peut faire fond sur eux. Ce sont ces traits et tous ces signes de l'agir silencieux des hommes de bonne volonté qui permettent au grand économiste britannique Nicholas Stern de conclure son analyse du changement d'époque que nous traversons en affirmant que « si nous faisons face à tous les défis à notre portée parmi toutes ces mutations, ce siècle pourra être le meilleur de l'histoire ; il sera le pire si nous y échouons ».

### **III. Quelques voies de l'avenir**

Si des perspectives d'un monde meilleur restent donc ouvertes, il importe d'identifier les voies qui pourraient y conduire. Les experts de l'EMF suggèrent cinq « chemins d'humanité » qui pourraient être autant d'éléments d'un bien commun universel à poursuivre :

- Éradiquer l'extrême pauvreté ;
- Restaurer les finances dans leur rôle de servantes de l'économie ;
- Construire une nouvelle gouvernance pour un monde multipolaire ;
- Répondre par une nouvelle sagesse à la finitude des ressources de la planète ;
- Porter nos cultures à la hauteur de ces défis.

Comme les dix-sept objectifs du développement durable adoptés à une quasi-unanimité par les Nations Unies en septembre 2017, ces cinq « chemins d'humanité » qui en quelque sorte en font la synthèse, invitent à un profond renouvellement d'une civilisation menacée de partout. Une longue persévérance dans l'effort s'imposera. Bien des difficultés ralentiront ou interrompront les avancées ; elles ne devraient pas décourager les hommes et les femmes déterminées à maintenir ce cap car il y va de l'avènement d'un monde plus digne de l'homme.

#### **Éradiquer l'extrême pauvreté**

C'est l'Objectif de Développement Durable (ODD) numéro un. Il nous met, nous Européens, face aux problèmes de l'Afrique à 16 miles de nos côtes. Cet objectif nous est incontournable. Il nous faut donc abandonner nos pratiques actuelles de coopération aux ambitions déclinantes et dans un partenariat renouvelé avec le pays africains, accepter d'investir dans tous les domaines clés de leur développement, de l'éducation aux emplois ruraux et aux grandes infrastructures urbaines de telle sorte que ces villes soient des foyers de civilisation et non des cloaques de toutes les misères<sup>4</sup>,

---

<sup>4</sup> Rappelons quelques perspectives auxquelles il nous faut nous préparer : la moitié des pays africains verront leur population doubler d'ici 2050. Et si nous portons notre regard sur 2100, six d'entre eux (l'Angola, le Burundi, le Niger, la Somalie, la Tanzanie et la Zambie), verront leur population multipliée par plus de cinq d'ici à 2100. Prenons le cas du Niger. Voilà un pays qui comptait 2,5 millions d'habitants en 1950. En 2017, sa



2018-081.dernière version au 17/10/2018

La nécessité d'une nouvelle attitude face aux migrations relève de la même logique. Le défi est difficile pour l'Europe, mais rappelons-nous que l'on ne migre pas de gaité de cœur et que la vraie solution à long terme est de mobiliser toutes les ressources nécessaires pour offrir chez eux, aux jeunes africains qui sont l'espoir de ces pays, formation et emplois.

Des financements très supérieurs à ceux qui sont octroyés aujourd'hui devront aussi être mis en place. Des ressources importantes pourront être trouvées pour cela. Une première source pourrait être dégagée sur place en Afrique, grâce à une mobilisation aussi large que possible au plan international pour que cesse le pillage de ses ressources extractives dont le montant a dépassé, au cours des années récentes, le montant de l'aide publique au développement.<sup>5</sup> D'autres financements permettant d'atteindre les montants importants pourraient être mis en place en encourageant à investir, sur des projets de développement prioritaires en Afrique comme nous le verrons ci-dessous, une partie de l'énorme épargne privée mondiale largement stérilisée dans des fonds de gestion d'actifs.

Deux autres immenses questions fréquemment soulevées doivent être clairement abordées : la question des politiques de contrôle des naissances et celle de la corruption. La première est le « il n'y a qu'à » par excellence qui fait d'une croissance démographique non maîtrisée la mère de la « stagnation séculaire » de l'Afrique. La réponse la plus sage à lui apporter si l'on veut éviter le double risque du « lapinisme » et de la banalisation de l'avortement, est évidemment l'accès ouvert aux méthodes contraceptives les plus sûres, mais, avant tout, la scolarisation égale des filles et des garçons à tous les niveaux de l'enseignement (secondaire et université compris). Il faut y ajouter l'éducation des garçons à la responsabilité sexuelle pour laquelle Madame Graça Machel, la seconde épouse de Nelson Mandela, mène campagne, trop seule.

---

population est de 21,5 millions d'habitants. Elle pourrait dépasser les 68 millions en 2050 et atteindre les 192 millions en 2100 ! Ces chiffres sont hallucinants ; ils sont évidemment approximatifs, mais ce sont les approximations les plus sûres. Notre disponibilité à changer radicalement notre attitude à l'égard de l'Afrique doit être à la mesure de la stupéfaction qu'ils nous inspirent.

<sup>5</sup>Le rapport 2013 de l'Africa Progress Panel a ainsi montré que la sous-évaluation frauduleuse des actifs faisant l'objet simplement de cinq contrats de concession en 2010-2012, parmi beaucoup d'autres, a provoqué pour la République démocratique du Congo des pertes estimées à 1,6 milliard de dollars, soit plus du double des budgets santé et éducation réunis (698 millions de dollars), dans un pays où, du fait de la mortalité infantile, 17 % des enfants meurent avant leur cinquième anniversaire et où, sur 11,2 millions d'enfants d'âge scolaire, 7 millions sont déscolarisés. Ajoutons à cela que, à elle seule, la falsification des prix des échanges commerciaux aura coûté à l'Afrique en moyenne 38 milliards de dollars chaque année, entre 2008 et 2010, soit un montant supérieur à ce que la région a reçu en Aide publique au développement (APD) de la part des bailleurs de fonds de l'OCDE. En d'autres termes, l'Afrique pourrait doubler les ressources provenant de l'aide internationale, en introduisant la transparence dans les contrats d'exploitation et en éliminant les pratiques de tarification illégitimes.



2018-081.dernière version au 17/10/2018

La corruption est souvent tenue aussi pour un des obstacles essentiels à un développement durable. Elle existe au Nord comme au Sud ; elle est importante et elle doit être combattue par une action encore plus radicale en Afrique mais aussi dans nos pays. Une des priorités à cet égard réside dans une accentuation du combat contre les facilités offertes par les centres offshore et de tous les autres dispositifs, comptables ou autres, des pays industriels, qui la dissimulent. Ce combat doit être mené à son terme ultime. Mais la peur de la corruption ne doit pas nous désarmer dans le formidable effort de coopération nécessaire pour que se multiplie en Afrique les emplois nécessaires à sa jeunesse. Des moyens accrus doivent aussi être consacrés au renforcement de la « gouvernance » des pays pauvres. L'assistance technique a encore un rôle à jouer pour hâter la généralisation d'un véritable état de droit, condition première, avec la paix évidemment, du développement. On n'éradique pas la pauvreté sans éradiquer l'évasion fiscale, les transactions irrégulières, le banditisme, le crime et la guerre. Les gouvernements africains doivent être soutenus dans leur lutte contre ces fléaux.

Un dernier frein au développement trop longtemps passé sous silence doit être abordé : la dynamique perverse d'accroissement continu des inégalités.

Certes – et l'on peut s'en réjouir –, les écarts de richesse entre les pays diminuent grâce à la différence positive des taux de croissance entre pays émergents et pays développés. L'ampleur et la persistance du phénomène d'accroissement des inégalités à l'intérieur des pays ont cependant amené les Nations Unies à adopter l'Objectif du Développement Durable (ODD) n°10 visant à « réduire les inégalités au sein des pays ». Cet accroissement continue accélère, en effet, la fragmentation sociale et voue les plus pauvres à une exclusion permanente ; il exerce aussi un effet de freinage sur le taux de croissance dans les pays qui en sont le plus affecté. L'éradication de l'extrême pauvreté passe donc par la persévérante mise en œuvre de cet ODD n°10.

Les données du problème sont si diverses de pays à pays que des efforts diversifiés, rigoureux et durables des gouvernements et des entreprises seront nécessaires pour ramener progressivement ces inégalités à un niveau tolérable. Les effets pervers de leur croissance actuelle sont tels que tous les pays devraient s'appliquer à atteindre la cible première de cet ODD n°10, invitant les gouvernements à prendre les dispositions nécessaires pour que la croissance des revenus des 40 % les plus pauvres de la population s'opère à un rythme plus élevé que celui de la moyenne nationale. À cela devraient s'ajouter une accentuation des politiques d'inclusion (santé, éducation, priorité de la petite enfance). Le secteur privé devrait prendre toute sa place dans la poursuite de cet objectif. L'augmentation des inégalités prend, en effet, naissance dans ses politiques de rémunération. Elles devraient donc être corrigées en parallèle avec les efforts des pouvoirs publics pour que les pays parviennent progressivement à une distribution et à une dynamique d'accroissement des revenus plus équitables.

Pour éviter que de telles dispositions ne restent lettre morte, il devrait être proposé que les organisations multilatérales (Nations Unies, Fonds monétaire international, Banque mondiale, OCDE, etc.) soient invitées, chacune en ce qui la concerne, à assister leurs pays membres dans la définition des mesures les plus pertinentes à cet effet et à en assumer le suivi.





2018-081.dernière version au 17/10/2018

### **Remettre les finances au service de l'économie**

De plus en plus, au cours des dernières décennies, les finances privées ont gagné en importance par rapport aux finances publiques, mais elles sont aussi apparues prédatrices, s'éloignant du cœur de leur métier, le service de l'économie. Un large discrédit a accompagné cette évolution. Ramener les banques au service de l'économie, comme à leur origine, impliquerait :

- Une accentuation ou une reprise des travaux dans le domaine des normes et des régulations dont la lenteur ou l'insuffisance des progrès ont fait surgir des craintes d'une nouvelle crise à laquelle il serait plus difficile de faire face qu'il y a dix ans ;

- Un renouveau éthique tirant les leçons de l'effondrement du système financier de 2007-2008 ;

- Un éveil des épargnants à un sens plus aigu de leurs responsabilités dans le placement de leur épargne. Ce nouveau comportement devrait aller de pair avec un changement fondamental dans la façon dont est actuellement investie une surabondante épargne privée.

Nous touchons ici une question déterminante pour l'aptitude des pays pauvres à faire face à l'immensité de leurs besoins d'investissements productifs et urbains. La peur du risque éloigne de ces emplois et cantonne aujourd'hui les gestionnaires de cette épargne dans la recherche d'emplois courts mais sûrs, même s'ils sont modestement rémunérateurs. Il est donc essentiel que les organismes de financement public à long terme nationaux ou multinationaux changent radicalement leur stratégie et fassent, dans l'emploi de leur capacité financière, une place beaucoup plus importante à des garanties permettant d'orienter l'épargne mondiale vers les pays évoqués plus haut où la pénurie d'épargne empêche la réalisation des investissements indispensables. Il devrait en aller de même pour faire face aux besoins gigantesques liés, à travers le monde, au changement climatique. Les gouvernements et les institutions financières seraient gravement coupables s'ils tardaient davantage à adapter de la sorte les circuits de financement.

- Au-delà de ce changement essentiel dans la sphère privée ou dans celle des partenariats public-privé, il est urgent que les gouvernements remettent sur le métier des initiatives internationales destinées à recréer un système monétaire et financier mondial garantissant la stabilité globale. Cela passe :

- à court terme par la réforme de l'institution centrale, le FMI, en vue de lui donner les moyens juridiques et financiers nécessaires pour en faire un « prêteur de dernier ressort » et le gardien des grands équilibres dans un monde où la finance tend à dominer la monnaie,

- à moyen terme, par l'adoption d'une gestion monétaire multipolaire permettant d'assurer un meilleur contrôle de l'évolution des liquidités et d'avancer vers une monnaie mondiale à partir de la transformation du droit de tirage spécial (DTS) en une véritable monnaie internationale.



2018-081.dernière version au 17/10/2018

## **Une nouvelle gouvernance pour un monde multipolaire**

Les plus graves menaces qui se présentent à nous – qu’il s’agisse des pollutions, des pandémies, des risques climatiques, des formes nouvelles de violences, etc. – sont sans frontières. Elles affectent le monde dans son entier ; elles ne pourront être contenues efficacement que si nos ripostes s’inscrivent dans des stratégies mondiales. Or, le système mondial s’affaiblit. Il est remis en cause alors que, plus que jamais, la sauvegarde de l’essentiel appelle des stratégies à visée mondiale conçues en commun et mise en œuvre de façon intégrée. Une organisation multipolaire est désormais indispensable pour que la communauté mondiale puisse se donner une vision commune et mettre en œuvre un « bien commun universel.

Profondément renouvelée, l’Organisation des Nations Unies devrait en être l’instrument central. Elle a été capable, malgré toutes ses faiblesses, d’avancées remarquables ; les objectifs du développement durable et la COP21 en sont les derniers grands exemples. Ces progrès resteraient cependant précaires si l’articulation des organisations mondiales, régionales (tels que l’Union européenne) et nationales n’était pas repensée et renforcée. Le système multilatéral, plus que jamais indispensable, doit être agilité et doté d’un mandat à long terme et de moyens à la mesure de ses responsabilités telles que :

- l’adoption d’orientations globales de politique économique centrées sur l’inclusion des pays pauvres ;
- le suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable ;
- la définition et l’adoption des régulations internationales nécessaires ;
- et évidemment, ses missions originelles au service de la paix.

De tels changements appellent de premières avancées, telles que :

- la réforme du G20 pour lui conférer la légitimité universelle qui lui manque aujourd’hui ;
- l’élargissement du Conseil de sécurité et la réforme de ses règles de fonctionnement ;
- la restriction de l’usage du droit de veto des cinq vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

## **Promouvoir un changement radical des modèles de consommation appelé par la préservation de la planète**

Il s’agit en effet de répondre par la sagesse à l’épuisement qui risque de s’accélérer avec le changement climatique et l’explosion des classes moyennes. Les réponses à ce défi concernant tous les acteurs.

Elles passent évidemment par l’application rigoureuse, par les gouvernants, des engagements de la COP21, alors que nos retards actuels vont nous imposer des efforts plus douloureux encore que ceux que nous envisageons hier.



2018-081.dernière version au 17/10/2018

Elles passent aussi par des changements d'attitude de l'ensemble des entreprises à l'égard de leurs responsabilités environnementales. Ceci ne peut plus être une sorte de matière à option. De la même manière qu'elles doivent prendre toute leur part au combat contre les inégalités, les entreprises ne peuvent plus ignorer leurs responsabilités à l'égard de leur environnement.

Pour éviter les pénuries et des risques de confrontations aiguës, aucun pays, à l'exception des plus pauvres, ne pourra faire l'économie d'un changement radical de ses modes de consommation. L'opinion publique en est de plus en plus consciente et une fraction significative de la jeunesse a pris la mesure de la vanité et des risques de la surconsommation. On ne peut que souligner ici la portée d'un point de vue du Pr. Ramgopal Agarwala, Président de l'Académie des Sciences de l'Inde. Songeant à la posture tactique adoptée longtemps par les pays émergents arguant de l'antériorité des manquements des pays du Nord à la discipline écologique pour leur faire porter la responsabilité de l'effort d'ajustement qui devra être opéré et s'en exonérer eux-mêmes, il recommande une attitude différente : « Nous devons, dit-il, abandonner notre posture rhétorique de victime : nous devons tous, Nord et Sud, adopter une attitude réellement responsable et aborder ensemble une attitude de maîtrise de nos consommations. [...] Les populations des pays en développement pourraient être encouragées à voir dans cette nouvelle situation *a blessing in disguise*, une bénédiction cachée, qui les conduirait à revenir à des modes de vie plus sains et plus conformes à leur éthique traditionnelle de modération, de frugalité, d'autodiscipline et de vie en harmonie avec la nature. » Cette recommandation semble valoir tout autant pour les pays avancés. Elle est, en effet, parfaitement en ligne avec notre dernier « chemin d'humanité » qui passe par le changement de nos cultures actuelles incompatible avec celles qui devraient prévaloir dans le monde qu'il nous faut construire.

### **Changer nos cultures**

C'est là le « chaînon manquant » d'une stratégie de développement durable. Il s'agit, comme le demande le Pape François, de trouver le moyen d'imprégner d'une « éthique amie de l'homme et de la terre » ces nouvelles réalités du monde. Pour cela, une première condition s'impose. Il nous faut reconnaître que la culture d'hier nous tient encore, selon un mot de Kafka, entre ses griffes. Elle mène dans toutes les réalités humaines un travail subreptice de désespérance, de division, de peur voire de haine. Elle est radicalement à l'opposé de la culture qu'un avenir meilleur appelle. Notons simplement deux de ses traits pervers :

1. Le « gagner plus pour consommer toujours plus » devenu une motivation dominante. La cupidité apparaissant subrepticement politiquement correcte et s'installant partout au cœur de la culture collective...

2. L'étroitesse de notre vision du bien commun encore circonscrite aux limites de nos villes et villages ou aux frontières de nos pays. Or, c'est bien clair : un monde universalisé ne trouvera l'harmonie à laquelle il aspire que dans une culture largement diversifiée, puisant à toutes ses sources universelles.



2018-081.dernière version au 17/10/2018

Une réforme en profondeur de l'UNESCO devrait y apporter une contribution majeure. Il lui faudrait pour cela un soutien universel qui lui est aujourd'hui chichement ménagé. Cela ne devrait pourtant pas faire obstacle à des travaux préparatoires, fussent-ils informels.

Il faut en effet que toutes nos cultures y compris politiques s'adaptent aux nouveaux horizons universels qui se précisent chaque jour. Dès l'école, les générations montantes devraient être invitées à les découvrir, à s'en émerveiller et simultanément à découvrir la dimension universelle de leur responsabilité citoyenne. Elles seront alors mieux préparées à s'engager sur les grands chantiers du bien commun universel où elles trouveront leur propre épanouissement.

Tout ceci appelle un engagement qui peut être enthousiasmant de tous ceux qui – enseignants ou responsables de médias – peuvent faire découvrir à l'opinion publique le sens aujourd'hui universel des responsabilités et le nouvel art de vivre appelé par le monde qui vient. Ils devraient être rejoints dans cet effort par les sages, les spiritualités et les religions du monde. Elles devraient en être d'actifs partenaires. Elles ont été souvent, à travers l'histoire, à l'origine des cultures du monde ; la tâche de renouveau éthique et culturel que nous évoquons ne peut les laisser indifférentes. On imaginerait difficilement une propagation du système de valeur appelé par le monde qui émerge à l'ensemble de ses populations si ceux qui les forment et les soutiennent dans leur vie spirituelle ne les éveillaient pas aux responsabilités qu'ils partagent avec les autres hommes, dans le formidable combat spirituel d'aujourd'hui, entre les forces d'union et de rejet des autres.

Ceci n'appellerait guère d'action spectaculaire. Il y suffirait de gestes simples de rencontre, d'ouverture et de dialogue, dans une pleine disponibilité à « reconnaître », à préserver et à faire progresser les valeurs spirituelles, morales et socioculturelles qui se trouvent chez les adeptes des autres religions. »<sup>6</sup>

---

<sup>6</sup> Ces derniers mots sont extraits de la Déclaration *Nostra Ætate* du Concile Vatican II de l'Église catholique.



## **Conclusion**

Éradiquer la pauvreté, inverser la tendance à l'accroissement des inégalités, ramener les finances au service de l'économie, changer nos modèles de surconsommation, construire une nouvelle gouvernance mondiale, rénover nos cultures... proposer un tel programme alors que des vents mauvais parcourent la planète peut sembler relever de l'illusion. Telle est la crainte d'hommes et de de femmes qui, après s'être échinés à agir dans ce sens et à combattre l'unilatéralisme et le chacun pour soi, sont aujourd'hui en proie au doute.

D'autres persévèrent contre vents et marées. Ils s'attachent à discerner, comme le Pr. Agarwala, tout ce qui, dans les turbulences de notre temps, peut être « bénédiction cachée » et germe d'un avenir meilleur.

Convenons-en, le changement radical d'époque que nous vivons, la générosité et l'ardeur de la jeunesse qui s'apprête à accéder aux responsabilités nous invitent à ce choix. Le refuser n'ouvrirait d'autre perspective que celles de l'assoupissement, du déclin et à termes, de la pénurie, des violences et du chaos. Nous sommes tous ainsi face à une sorte de pari pascalien. Non, certes, entre l'infini et rien, comme l'auteur des Pensées, mais entre les risques chaque jour confirmés d'un monde à la dérive et les chances de participer avec ardeur à l'édification pour ceux qui nous suivent d'un monde plus humain et fraternel. Oui, Pascal avait raison : « Il faut parier », disait-il. À nous de prendre le pari du bien commun universel.

---